

WISDOM APPLIQUÉE A LA FUPU

DÉFINITION DE L'OBJET DE LA STRATÉGIE, SON TERRITOIRE, SES PARTENAIRES

Zone d'influence de Bangui - territoire objet de la FUPU

Comme indiqué précédemment, identifier la zone potentielle d'approvisionnement de Bangui représente la première étape du processus de définition de la base géographique d'intervention – territoire objet de la stratégie de FUPU. L'identification préliminaire a été faite en appliquant la méthodologie WISDOM au niveau national, ce qui a permis d'effectuer le reste de l'analyse pour un territoire circonscrit.

Une analyse plus détaillée du territoire (zone potentielle d'approvisionnement de la ville) ainsi identifié a port à la définition de ses limites et éléments constitutifs à une résolution cartographique plus utile. Le fait que la zone d'approvisionnement à basse résolution soit très semblable à la zone définie sur la base des données locales plus détaillées et fiables, confirme la validité de l'orientation stratégique formulée grâce à l'analyse d'ensemble au niveau national.

La prochaine étape vise à inclure dans la plateforme WISDOM une cartographie actualisée du territoire urbain et périurbain de Bangui qui en permette la segmentation. L'activité de segmentation sert à caractériser ou isoler les différentes conditions socio-environnementales contribuant à déterminer le type de gestion le plus adapté à chaque contexte. À ce propos, il est essentiel de faire une segmentation du territoire ciblé encore plus détaillée selon ses caractéristiques, utilisations et aspects de gestion.

Le but de la segmentation est de pouvoir isoler et délimiter dans l'espace la typologie des zones résidentielles, commerciales et industrielles ainsi que la typologie des zones périurbaines, rurales et des zones naturelles. Pour ce faire, il faut disposer d'images aériennes ou d'images satellite récentes à bonne résolution. En l'absence de données plus récentes, les orthophotographies effectuées en 2002-2003, produites avec le soutien de l'Union Européenne et déjà utilisées par le PARPAF, peuvent servir à interpréter et classifier le territoire. La figure 30 montre un détail de la couverture ortophotographique du territoire péri-urbain de Bangui et un exemple indicatif de segmentation.

Enfin, pour quantifier et mieux comprendre les changements en cours dans le territoire péri-urbain, il est indispensable d'analyser les changements survenus au cours des dernières années dans le couvert végétal et l'utilisation des terres. Les images satellite fournies par l'Université de Florence (Italie), associées aux images du PARPAF, peuvent montrer les changements survenus jusqu'au 2000.

La figure 31 donne une idée du recul moyen de la forêt entre 1986, 2000 et 2003 dans la région sud de la ville et dans le territoire de la RDC.

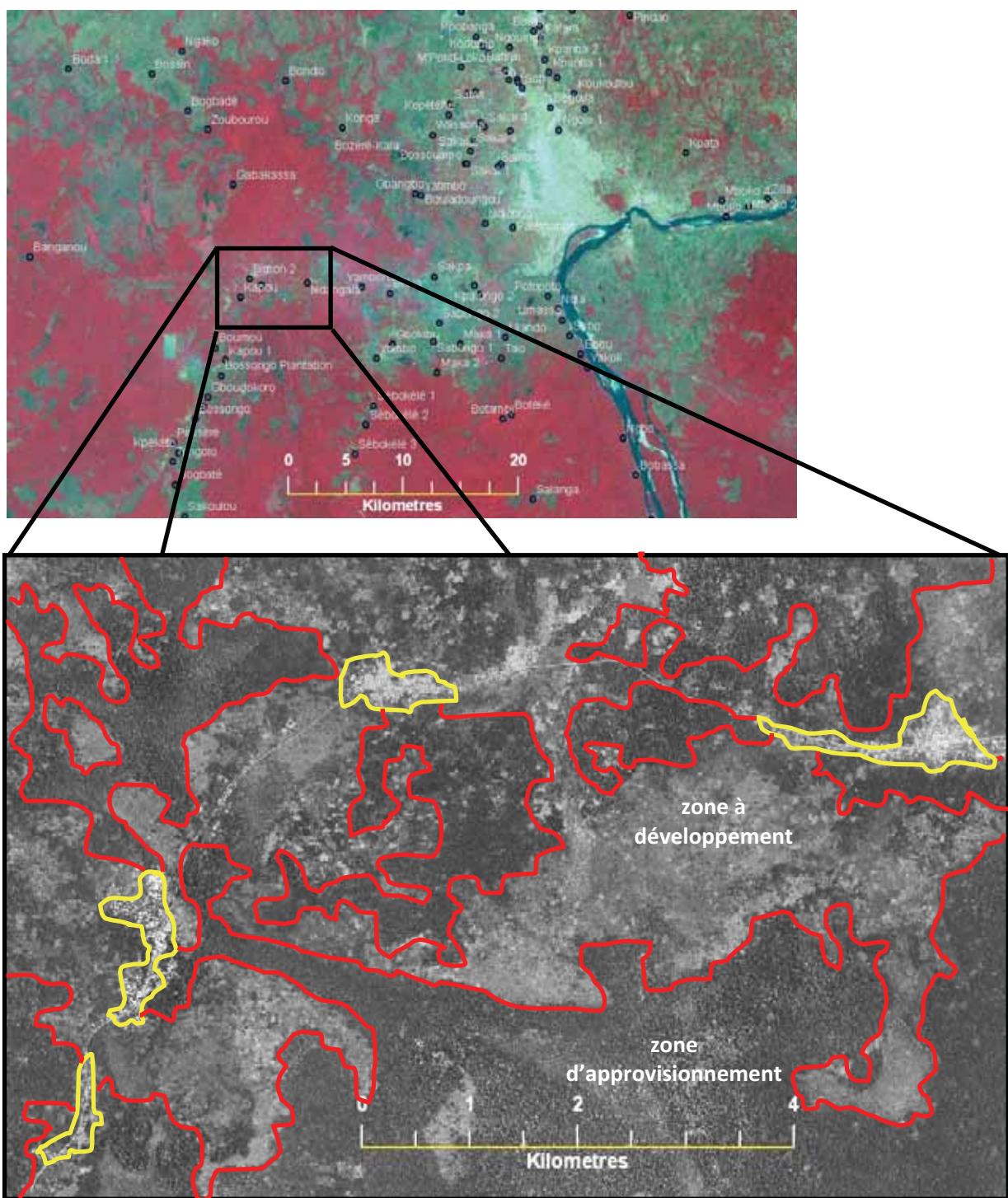
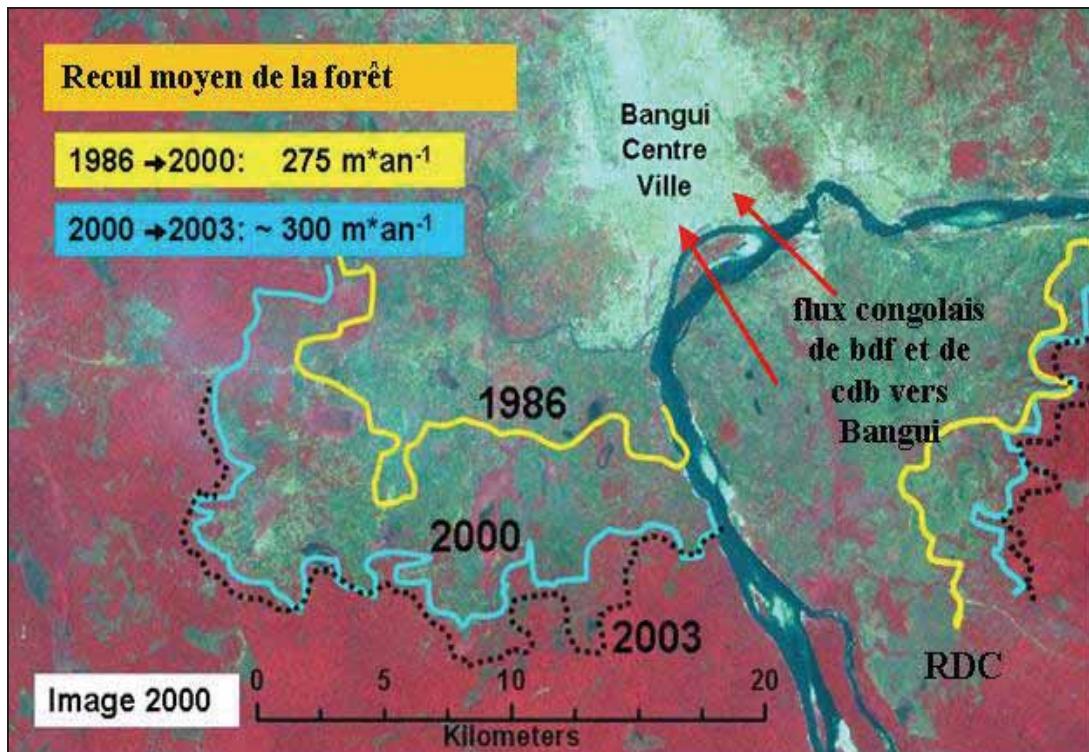


Figure 30. Exemple indicatif de segmentation du territoire péri-urbain de Bangui



Note: Périmètre indicatif, image de fond datant de 2000.

Figure 31. Carte indicative du recul du front forestier dans la région sud de Bangui et en RDC

Gestion durable des ressources

La définition du potentiel productif naturel et de la zone d'approvisionnement d'un territoire est apparemment plus simple que l'identification des aspects socioéconomiques et législatifs qui doivent en régler la gestion. L'absence d'un régime foncier clairement établit implique l'impossibilité de définir préalablement la vocation des terres ou les droits individuels des acteurs concernés, et complique la formulation de stratégies spécifiques pour la gestion durable des ressources naturelles. Pour cette raison, il est prioritaire de développer une cartographie de base à partir de laquelle définir, de manière participative, la vocation du territoire par rapport à Bangui, aux habitants des zones périurbaines et des villages, ainsi qu'à d'autres acteurs détenant des droits d'exploitation.

L'utilité de pouvoir comprendre le régime foncier ne concerne pas seulement la stratégie de FUPU mais aussi les activités d'élaboration de plans d'aménagement forestier du PARPAF. En effet, outre les droits d'exploitation des villages, il existe des typologies de propriétés privées dont les droits d'exploitation ne sont pas consignés dans le système foncier. D'autant plus que le régime foncier traditionnel de la République Centrafricaine ne définit ni quantifie les espaces à destiner à la gestion durable et participative des ressources naturelles. Il en découle que plus on se rapproche de Bangui plus la pression exercée sur les ressources ligneuses ou agricoles augmente, et plus nombreux sont les conflits entre l'aménagement forestier traditionnel et le système des concessions forestières.

Le PARPAF a l'intention de recueillir les données existantes sur les propriétés privées (emplacement, extension) et d'aider à éclaircir les aspects relatifs aux droits d'exploitation des villages et aux responsabilités des chefs de village dans la définition des territoires et des ressources communautaires disponibles par rapport aux concessions forestières.

Capacités cartographiques et synergies institutionnelles

Depuis le départ de l’Institut national français de géographie (IGN) en 1992, la couverture cartographique du pays est extrêmement dégradée et aucune institution ne possède les capacités cartographiques nécessaires à la développer. La carte la plus récente du sud de Bangui est la carte papier produite dans le cadre du Projet d’aménagement des ressources naturelles (PARN) et les photos utilisées sont de 1988-1989. La mairie de Bangui et le Ministère de l’urbanisme, chargé de planifier les zones d’expansion des villes, ne disposent pas de cartes récentes ou détaillées.

Or, il convient de souligner que la formulation efficace d’une stratégie de FUPU dépend beaucoup des capacités cartographiques et des synergies qui peuvent être mises en place. Effectivement, dresser la cartographie des ressources ligneuses (droits d'accès, droits de propriété, consommation, etc.) est une tâche très importante qui implique, outre de bonnes connaissances cartographiques, une vaste activité de consultation participative sur le terrain ainsi que la collaboration de tous les acteurs concernés (société, institutions). C'est pourquoi, les institutions ou agences ayant participé au développement de WISDOM peuvent contribuer au renforcement des capacités et synergies.

Le Ministère de l’urbanisme, qui vient d’entreprendre la formulation du plan directeur stratégique de Bangui, prévoit des activités de survol ou de cartographies pour lesquelles la collaboration du groupe de travail sur la FUPU et du MEFCP, responsable de la plateforme WISDOM, est primordiale.

L’unité cartographique de l’Institut centrafricain de recherche agronomique (ICRA) a également collaboré au développement de WISDOM et pourrait contribuer au renforcement des capacités en matière d’interprétation des données satellite.

Le Ministère des eaux, forêts, chasse et pêche, chargé de l’environnement dispose des meilleures capacités de produire des cartes, ainsi que du mandat pour gérer les données cartographiques, à travers le PARPAF et le Centre de données forestières (CDF).

Le PARPAF est chargé de réaliser les cartographies et les inventaires sur le terrain dans le cadre des plans d’aménagement forestier. Dans son cas, le travail de formulation de la stratégie de FUPU et de développement de la plateforme WISDOM est essentiel pour l’aménagement des zones forestières du sud-est les plus proches de Bangui. Pour cette raison, il a contribué à l’estimation du potentiel productif dans le cadre de WISDOM en fournissant des données thématiques, des images satellite ou des données d’inventaires forestiers.

Quant au Centre de données forestières, le renforcement de ses fonctions et capacités opérationnelles est déjà prévu mais il fait actuellement face à de nombreuses contraintes qui limitent ses activités. Cependant, ses domaines de compétence sont en cours de définition et il serait utile que la plateforme WISDOM devienne son activité principale. Ceci contribuerait à renforcer les capacités cartographiques des techniciens en même temps que seraient développées les synergies institutionnelles (PARPAF, ICRA et autres partenaires) nécessaires au bon déroulement des activités.

D’autres contributions pourraient également venir du secteur universitaire, dans le cadre du protocole de collaboration passé entre l’Université de Bangui et l’Université de Florence (Italie), ou dans le cadre d’une collaboration avec l’Institut supérieur de développement rural (ISDR).